

Après la mort d'Antoine de Lécour et de Vincent Delory au Niger, **Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes**, explique pourquoi la France est visée.

RECUEILLI PAR **FRÉDÉRIC NIEL**

Qui sont les terroristes d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) ?

Ils sont nés des transformations successives des groupes armés qui voulaient imposer un régime islamiste en Algérie, par la guerre civile, dans les années 1990. Leur nom étant entaché par de nombreux massacres de civils, ils en ont changé pour s'appeler Aqmi. Ils entendaient ainsi

Que veulent-ils ?

Aqmi dit vouloir créer un califat unifiant les pays de la région sous la loi islamique. Un « grand dessein » irréaliste qui vise simplement à attirer des recrues. Pour Oussama Ben Laden, il s'agit d'ouvrir au Sahel un nouveau front, après ceux d'Afghanistan, du Pakistan, du Yémen, d'Arabie saoudite, d'Irak et de Somalie. Il saisit ainsi chaque occasion d'étendre sa guerre d'usure contre l'Occident et certains pays musulmans jugés impies.

Pourquoi la France est-elle ciblée ?

Al-Qaida dénonce son intervention armée en Afghanistan et la récente loi contre le niqab (voile islamique intégral). Plus généralement, la France est une puissance chrétienne et – facteur aggravant pour les islamistes – de culture laïque. La police a déjoué des attentats préparés par des djihadistes (militants de la guerre sainte) vivant en France et ayant des liens avec Al-Qaida. Mais Aqmi ne semble pas avoir de relais chez nous. Il attaque donc des cibles à sa portée, dans le Sahel.

D'où cette vague d'enlèvements depuis 2002 ?

Oui. Les rançons versées pour libérer les otages précédents leur ont rapporté des dizaines de millions d'euros. C'est leur principale source de financement, loin devant la contrebande de marchandises et le trafic de drogue ou de migrants clandestins à travers le Sahara. Avec cet argent, Aqmi s'offre des armes, du matériel de télécom-



VALÉRIE COUTERON POUR LE PÈLERIN

Pour Antoine Basbous, les enlèvements constituent la principale source de financement d'Aqmi.

munication moderne, des véhicules et des alliances avec certaines tribus du désert. En cédant au chantage, on aggrave donc le problème.

Mais peut-on faire autrement sans mettre en péril la vie des otages, comme on l'a vu au Niger avec les deux Français ?

Jusqu'ici, tous les gouvernements payaient les rançons, même si le gouvernement français le dément par principe. Seul le Royaume-Uni avait refusé, et son ressortissant, le touriste Edwin Dyer, a été exécuté par ses ravisseurs en 2009. Le 8 janvier, en attaquant les kidnappeurs avant qu'ils ne disparaissent dans le désert où il devenait impossible de les localiser, la France et le Niger ont envoyé un signal aux terroristes : « Désormais, vous risquez votre vie. »

Les islamistes ne se moquent-ils pas de mourir ?

Ceux-là ne sont pas des kamikazes. Cette menace de réaction armée peut s'avérer, à terme, dissuasive.

Il faut donc envoyer davantage de soldats français au Sahel ?

Non ! Il faut aider les gouvernements locaux à se défendre, à former et à équiper leurs soldats. À l'exception du Mali, qui se désintéresse du refuge d'Aqmi dans le nord du pays, les États du Sahel et du Maghreb coopèrent avec nous. Cependant nous devons éviter à tout prix d'apparaître comme des donneurs d'ordre. Aqmi aurait beau jeu de dénoncer notre « néocolonialisme ». Les opinions publiques de ces pays, très jalouses de leur souveraineté, risqueraient alors de se retourner contre nous.

Les peuples du Sahel sont-ils séduits par le message d'Aqmi ?

Très peu, car Aqmi prône un islam radical opposé à l'islam ouvert et tolérant majoritaire en Afrique. Mais dans ces régions très pauvres, aux rivalités nombreuses et aux régimes autoritaires, les plus fragiles peuvent être tentés de soutenir Aqmi. ●